

# LES CAHIERS DU CERMTRI

Centre d'Etudes et  
de Recherches  
sur les Mouvements  
Trotskyiste  
et Révolutionnaires  
Internationaux

3 rue Meissonnier  
93500 Pantin - France  
01 49 91 44 83  
cermtri@wanadoo.fr  
cermtri.com  
trotsky.com.fr

## La révolution portugaise 1974 — 1976

Première partie

### Chute de la dictature, la révolution commence



N° 186

Janvier 2025

ISSN 0292 - 4943

8€

Lisbonne le 25 avril 1974 - Le peuple descend  
dans la rue et fraternise avec les soldats.

## ● Chapitre 2

# Le coup d'État militaire déclenche la révolution prolétarienne

Un des objectifs du coup d'État était « *d'empêcher que la révolution descende dans la rue* ». Dès l'annonce du coup d'État, ce plan est mis en échec par le peuple portugais.

### Le peuple descend dans la rue

Le coup d'État des « capitaines » débute dans la nuit du 24 au 25 avril. À Lisbonne, des compagnies insurgées prennent le contrôle du quartier général de la région militaire, des ministères, de la Banque nationale, des médias... La même opération se déroule à Porto, deuxième ville du pays. Le dictateur Caetano se réfugie dans la caserne de la Garde nationale républicaine (GNR) place du Carmo.

Au matin, la radio commence à diffuser, de façon répétée, le même communiqué : « *Le Mouvement des Forces Armées va apporter la démocratie : Appel à la population à ne pas sortir !* »

Malgré ces injonctions répétées, la population descend dans les rues et fraternise avec les soldats (**Document 1**). Les œillets plantés par le peuple dans les fusils des soldats deviennent le symbole de la fraternisation et de la Révolution. Le capitaine Salgueiro Maia, commandant de la colonne blindée qui se dirige vers la place du Carmo pour arrêter Caetano (**1**), souligne le soutien apporté par la population :

« *Non seulement [les habitants de la place du Carmo] indiquaient tous les lieux de contrôle de la caserne et de ses sorties, mais ils ouvraient aussi leurs portes, leurs balcons et leurs accès aux toits pour que notre position soit dominante et efficace. C'est également à ce moment-là que les gens ont commencé à arriver avec de la nourriture et des provisions, qu'ils ont distribuées aux soldats.* » (**2**)

Le journal *República* du 26 avril 1974 rend compte de l'état d'esprit de la population : « *La place du Carmo (...) a été le théâtre d'une colère débridée et d'une joie exubérante.* »

Dans les villes, les campagnes, les entreprises, les écoles et les universités, les casernes, partout dans le pays, spontanément, les manifestations de colère et de joie se multiplient. « *Fin immédiate de la guerre coloniale* », « *Pas un seul soldat de plus pour les colonies* », « *Mort à la PIDE* », sont quelques-uns des slogans les plus scandés.

### L'action du peuple insurgé impose immédiatement des reculs à la "Junte de Salut national"

Le 25 avril à 20 h 05, un communiqué radiodiffusé du Mouvement des forces armées confirme le succès du coup d'État : « *le Mouvement des forces armées, qui vient d'accomplir avec succès la plus importante des missions civiques des dernières années de notre histoire, proclame devant la nation son intention de mener à bien, jusqu'à sa complète réalisation, un programme de sauvetage du pays et de restitution au peuple portugais des libertés civiques dont il a été privé. À cette fin, il confie le gouvernement à une junte de salut national.* » Comme le prévoyait le programme du MFA, la Junte de Salut national, composée de sept officiers supérieurs, exercera le pouvoir « *jusqu'à la formation à court terme d'un gouvernement provisoire civil* » (on verra qu'il ne sera pas entièrement civil). « *Le choix des président et vice-président sera fait par la junte elle-même.* » Le général Spínola qui a choisi les membres de la Junte chargée d'appliquer le programme du MFA, en devient le président.

### La chasse aux PIDE

Le démantèlement de la PIDE – l'institution la plus fidèle, la plus dangereuse et la plus détestée de la dictature, ne fait pas partie des priorités des capitaines. Aucune force armée n'est en position devant son siège national. Le reportage réalisé et diffusé par la RTP en 2005, *Memória* (source : Archives de la RTP)

---

1. En fin de journée, Caetano remet sa démission à Spínola venu le retrouver dans la caserne du Carmo. Il ne sera ni arrêté ni jugé mais obligeamment « exfiltré » vers Madère avant de rejoindre le Brésil. L'amiral Tomás, le président de la République, bénéficiera de la même faveur.

2. Carlos de Almada Contreiras, *Operação viragem historica (Opération virage historique)*, Ed. Colibri, 2017, p. 386.

indique que « dans les premières heures de la révolution, Spínola (...) a publiquement nié qu'il y avait une quelconque intention de dissoudre la PIDE (...). Spínola révoqua Silva Pais (...). Il nomma à sa place l'inspecteur Coelho Dias - un autre "pide" ami personnel. »

Mais dans tout le pays, les sièges de la PIDE sont assiégés par la foule : « Les "pides" doivent payer pour ce qu'ils ont fait. » « Mort à la PIDE ! » À Lisbonne, le soir du 25 avril, la PIDE ouvre le feu sur la foule désarmée qui assiège le bâtiment, abat quatre jeunes et blesse plus de cinquante manifestants. Elle doit finalement se rendre le lendemain.

### La libération des prisonniers politiques

Les réponses données par Spínola aux journalistes, le matin du 26 avril 1974, sur le sort des prisonniers politiques sont sans équivoque : « L'idée est que tous les prisonniers politiques soient libérés, à l'exception, bien sûr, de ceux qui, en plus des problèmes liés aux idéologies politiques, ont également commis des délits classés dans le code pénal. » (journal *República*, 26 avril 1974.) Mais le lendemain, peu après minuit, la pression populaire impose la libération de tous les prisonniers politiques. Environ 180 « pides » les remplacent aussitôt dans les cellules.

### Le démantèlement des institutions de la dictature par les masses

La population ne reçoit aucune consigne et n'en a pas besoin pour partir à l'assaut des institutions de la dictature corporatiste. Elle s'y lance dès le 25 avril.

#### L'« assainissement »

Dans les entreprises, les travailleurs « assainissent » : ils expulsent les « pides » et les « mouchards » (informateurs et dénonciateurs) de la PIDE et des patrons, les « profiteurs » et les « caméléons » (ceux qui ont retourné leur veste).

Les bureaux de la censure et d'*Época* [le journal du régime] sont saccagés, les bureaux de l'Organisation nationale pour la jeunesse portugaise sont occupés par l'Association des élèves des établissements secondaires de Lisbonne. Ceux de la Légion portugaise le sont par les régiments insurgés.

Les fonctionnaires des administrations centrales commencent l'épuration des cadres compromis avec le régime. Dans les administrations locales, les conseils municipaux « assainis » sont remplacés par des commissions provisoires jusqu'à la tenue de nouvelles élections. Dans les lycées et les universités, les étudiants réoccupent les locaux des associations étudiantes dont ils avaient été expulsés.

#### Le démantèlement des corporations s'accompagne de revendications sociales

Dans les jours qui suivent le coup d'État, les travailleurs, les étudiants, les habitants des quartiers, les soldats (l'armée est composée principalement d'appelés qui font un service militaire de quatre ans) se réunissent en assemblées générales. C'est une lame de fond qui emporte tout le pays.

Dans les casernes, les soldats se réunissent, établissent des cahiers de revendications qu'ils présentent au commandant de leur unité. La première revendication est la fin de la guerre coloniale, le retour des soldats (**Document 2**). Une partie des soldats du contingent, soutenus par leurs familles, se mutine et refuse d'embarquer.

Les directions des « syndicats » corporatistes sont expulsées et remplacées par des commissions provisoires, comme dans les chantiers navals Lisnave, la plus grande concentration ouvrière du Portugal, déjà en grève à la veille du coup d'État (**Document 3**). Les assemblées générales revendiquent des hausses de salaires, l'amélioration des conditions de travail. Dans les campagnes, principalement les ouvriers agricoles des grandes exploitations agricoles du sud du pays se réunissent, démantèlent les corporations, exigent la justice, le châtiement des coupables, l'amélioration des conditions de travail, les hausses de salaire (**Document 4**).

Pour ceux qui vivent depuis des années dans des taudis, avoir un logement décent est une exigence prioritaire. Dès la victoire du coup d'État, l'occupation des maisons vides est décidée collectivement comme en témoignent les habitants de Boavista, un quartier pauvre de Lisbonne : « Nous avons vécu pendant de nombreuses années dans des baraques misérables où il pleut. Nous n'avons pas d'égouts, les fosses et la boue rendent nos enfants malades (...). Il est juste d'occuper les maisons qui sont vides et se dégradent depuis trois ans. Les maisons appartiennent au peuple et nous ne les quitterons pas » (**Document 5**).

### Le 1<sup>er</sup> mai, "jour des travailleurs"

Le 27 avril, la Junte de Salut national, cédant devant la pression de la rue, prend un décret instituant « le Premier mai, jour férié national obligatoire », « jour des travailleurs » (article 1 du décret-loi n° 175/74).

Le 1<sup>er</sup> mai 1974 est mémorable. Dans chaque ville et village du pays – y compris dans les îles de Madère et des Açores – de gigantesques manifestations rassemblent la population (un million de personnes à Lisbonne comme à Porto). Les revendications sont politiques mais aussi sociales, comme le rapporte le journal *República* du 2 mai 1974 :

« L'une des femmes âgées s'écrie : "Il est temps d'en finir avec les mouchards [les informateurs de la PIDE] et les gloutons [les grands capitalistes] de notre Portugal qui est à nouveau libre. Mais ce qu'il faut faire, c'est ne pas laisser s'installer ceux qui ont retourné leur veste. Finissons-en avec ces Américains qui ont des usines et qui pompent notre argent. Maintenant, j'espère seulement que ma pension passera de 500 escudos à quelque chose de plus et que les files d'attente devant les bureaux d'aide sociale cesseront" (...) »



Le 1<sup>er</sup> Mai 1974 à Lisbonne  
Avenue Almirante Reis en direction du stade où va avoir lieu le meeting

### **Le capital financier pose ses conditions à la Junte**

Devant la montée des revendications populaires, le capital financier rencontre très officiellement le chef de la Junte, le général Spínola. Le 29 avril, les journaux titrent en une : « *Rencontre entre Spínola et les propriétaires des grandes banques privées* » (Mello, Champalimaud, Espírito Santo, qui contrôlent le secteur industriel). À l'issue de la réunion, Champalimaud annonce ce qu'ils attendent de la Junte de Salut national : « *La liberté [restaurée] ne pouvait se limiter à la libre expression de la parole, mais devait s'étendre à la banque, à l'industrie et au commerce, pour que les hommes de travail puissent ainsi manifester les vertus de l'initiative privée, sans laquelle il n'y a pas de vraie liberté.* » Le chroniqueur du *Diário de Lisboa* du 30 avril ajoute que, pour António Champalimaud, « *tout retard dans la simplification du système économique, avant même qu'on ait le temps de le restaurer, entraînera la perte de précieuses opportunités, tant sur le continent qu'en Afrique* ». Qu'en termes anodins ces choses-là sont formulées par l'homme qui a fait fortune au Portugal et dans les colonies grâce aux « *précieuses opportunités* » offertes par la dictature, l'homme qui, en 1974, est à la tête d'une des trois plus grosses fortunes du Portugal. La « *vraie liberté* » et la « *simplification du système économique* » ont toujours le même contenu dans le système capitaliste : une exploitation débridée, « *libérée* » de toutes limites légales, de tout obstacle social, ce que la crise de la dictature ne permettait plus.

### **Un même objectif pour les partis communiste et socialiste : une démocratie bourgeoise**

En avril 1974, le Parti socialiste est quasiment inexistant au Portugal. À la différence du Parti communiste, il n'a pas réussi à se maintenir clandestinement pendant la dictature. En exil, Mário Soares devient le secrétaire général d'un Parti socialiste reproclamé en avril 1973 mais réduit à un embryon d'appareil.

Le Parti communiste s'est maintenu clandestinement pendant la dictature, a conservé une implantation dans la classe ouvrière. Ce qui lui permet de connaître, à partir du 25 avril, un développement spectaculaire. Alvaro Cunhal en est le secrétaire général depuis 1961 et, comme Soares, il revient d'exil à la chute de la dictature et entend « *jouer un rôle dans les événements* ».

Les deux partis ont le même objectif : le socialisme n'est pas à l'ordre du jour, ils revendiquent la mise en place d'un « régime démocratique », leur participation à un gouvernement de coalition avec des représentants de la bourgeoisie – presque tous compromis avec la dictature de Salazar-Caetano – sous l'autorité de la Junte militaire elle aussi compromise, Spínola au premier chef.

Pour le Parti socialiste, « *le complément du programme du Mouvement des forces armées [que propose le PS], compris comme un ensemble de mesures indispensables dans cette phase de transition pour la démocratie, constitue un premier et important pas en avant dans la voie qui, sous la poussée de la lutte des travailleurs, conduira à l'instauration d'une démocratie socialiste dans notre pays.* » (**Document 6**) Nous verrons bientôt que, pour le PS, l'emploi du futur pour la réalisation de la « démocratie socialiste » renvoie celle-ci à un avenir inaccessible.

Au lendemain du 1<sup>er</sup> mai, le Comité central du PCP, de son côté, affirme que « *la participation au gouvernement provisoire de tous les partis et secteurs démocratiques et représentatifs – y compris le PCP – serait une garantie pour le processus de démocratisation et la réalisation des élections libres* ». Il dénonce déjà les actions engagées par les masses, les grèves, l'occupation des municipalités, l'expulsion des agents de la dictature dans les entreprises : elles ne « *facilitent pas les choses, mais au contraire créent, en ce moment, de graves obstacles au processus de démocratisation de l'appareil administratif et de la vie portugaise en général* ». Il annonce qu'il les combattra « *fermement* » (**Document 7**).

### Ce qui commence au Portugal est une révolution prolétarienne

Pour la grande majorité des partis et des organisations du mouvement ouvrier, ce qui a commencé le 25 avril n'est pas une révolution prolétarienne. Leur objectif après le renversement de la dictature est uniquement d'instaurer la démocratie bourgeoise.

À l'inverse, le Comité de liaison des militants révolutionnaires portugais (pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale) est la seule organisation du mouvement ouvrier à l'analyser comme telle. C'est ce qu'elle expose dans une résolution le 6 mai 1974 :

« *La haine des masses ouvrières et paysannes contre la sanglante dictature salazariste (...) s'est immédiatement dirigée contre les institutions corporatistes (...). Le démantèlement de l'administration corporatiste en place équivaut au démantèlement de l'État. La fraternisation des soldats du contingent et des cadres subalternes de l'armée avec les masses (...), c'est le début du processus de dislocation de l'armée bourgeoise, qui équivaut au démantèlement de l'État bourgeois.*

*C'est ainsi qu'en se dressant contre les institutions de l'État corporatiste, les masses entreprennent le démantèlement de tous les organes de l'État bourgeois : administration, police, armée, justice, etc.*

*Cela, c'est le commencement de la révolution prolétarienne.* » (*Problèmes de la révolution portugaise*, op.cit, p. 113.)



Álvaro Cunhal, secrétaire général du Parti communiste portugais,  
et Mário Soares, secrétaire général du Parti socialiste portugais  
Meeting du 1<sup>er</sup> Mai 1974, stade de Lisbonne.

● Document 1

## La démocratie selon les chefs militaires : "Appel à la population à ne pas sortir !"

Lisbonne, 25 avril 1974  
Témoignage de M. (Extraits)

Le 25 avril, j'ai été réveillé en sursaut : « *Il y a un coup d'État !* » À demi endormi, je me demande à haute voix : « Un de plus ! Mais qui l'a organisé ? » Personne ne me répond. Je me lève et allume la radio : on n'entend que des disques folkloriques (le folklore fossilisé par la dictature salazariste) et des marches militaires. Je pense : « *C'est donc un coup d'État de droite.* »

Pendant que je m'apprête, un speaker lit un communiqué qui, en substance, dit ceci : « *Les forces armées vont apporter la démocratie : appel à la population à ne pas sortir. Appel aux polices à ne pas intervenir.* »

C'est alors que je change d'opinion. Ce n'est pas un coup d'État de la réaction salazariste. Il est clair que ce sont les capitaines. La radio commençait à diffuser des chansons « de gauche » interdites. Je suis sorti.

Les transports fonctionnaient encore. Les gens discutaient de manière encore réservée. La place du Commerce et le quai de Sodié, le quartier des ministères, sont occupés. Certains racontent qu'au moment où ils prenaient leurs postes de travail, les soldats sont entrés dans tous les bureaux des banques, établissements commerciaux et ministères pour leur demander de retourner chez eux.

J'ai décidé alors de me rendre dans la partie basse de la ville, où est située la place du Commerce. La rue était fermée au trafic par une voiture de police, mais les piétons passaient. 200 m plus loin, la rue était obstruée par une foule compacte. Je m'avance : coups de feu ; la foule recule ; immédiatement après que la fusillade a cessé, la foule se reforme. J'ai continué d'avancer jusqu'au point où la foule et un cordon de soldats en tenue de combat avec mitrailleuses et deux camions de ravitaillement engageaient la conversation.

### La population de Lisbonne est dans la rue, et y reste !

Les soldats, visage grave, répondaient, sur instruction des officiers, par cette formule conventionnelle :

« *Tout va bien, rentrez chez vous, il vaut mieux éviter les victimes civiles !* »

La foule, composée de travailleurs, restait sur place. J'ai poursuivi, contournant le cordon des soldats, et suis arrivé sur le quai où l'on pouvait voir, sur la place, des tanks, et entendre des tirs épars. À l'endroit où je me trouvais, affluaient de plus en plus les travailleurs qui prennent le bateau chaque jour de l'autre rive pour se rendre au travail à Lisbonne. Les soldats tentaient bien de leur demander de retourner chez eux. Les travailleurs restaient sur place. Devant la gigantesque confusion qui s'était créée, les soldats n'insistèrent plus. À ce moment il y eut de nouveau un tir d'armes automatiques : mouvement de panique, klaxon d'une ambulance. « *On dit qu'une vieille femme a été blessée à la jambe.* » Le tir provenait d'une colonne de la Garde nationale républicaine [GNR], une des polices du régime Salazar.

À l'autre bout de la place, les ministres du gouvernement Caetano (1) s'étaient barricadés au ministère de la Marine. De ce côté, claquement de mitrailleuses.

Près des ministères, la foule déjà considérable, toujours contenue par un cordon de soldats, a reculé de 100 mètres. La foule devient manifestation. L'enthousiasme gagne de plus en plus la masse des travailleurs et jeunes qui grossit. J'ai alors décidé d'aller voir du côté du siège de la PIDE (2). Sur la route, encore un feu de mitrailleuse. Pas de blessés mais, émue, une vieille dame qui était tombée se relève. On commence à entendre les premiers slogans politiques. Ils sont criés par les vendeurs de journaux : « *À bas le fascisme !* », « *Vive la liberté !* », « *Vive les forces armées !* » Les rues avoisinant le siège de la PIDE sont encore désertes. Il devait être 11 heures ou midi. La foule commençait à se concentrer dans la partie haute de la ville, centrale et très bourgeoise, elle com-

1. En septembre 1968, Marcelo Caetano avait succédé à Antonio Salazar - victime d'un accident vasculaire cérébral - comme président du Conseil des ministres c'est-à-dire comme nouveau dictateur du régime de l'« État nouveau ».

2. Police Internationale et de Défense de l'État, la police politique du régime.

mentait les journaux encore avarés d'informations. Seul un court entrefilet annonçait des « mouvements de militaires ». Chacun spéculait sur cette information. En fait, la seule conséquence de l'appel des militaires à rester chez soi fut la fermeture de tous les commerces et la paralysie des transports, mais la population de Lisbonne était dans la rue.

Les ministères investis, les ministres ayant capitulé, les soldats se sont déplacés vers le couvent du Carmo, siège de la Garde nationale républicaine, où Caetano s'était réfugié. La place était envahie par la foule qui fuyait en panique au moment des fusillades, pour revenir se reformer immédiatement dès que les coups de feu avaient cessé. Une colonne de GNR est venue occuper la place : la foule hostile observait sans pouvoir ni l'attaquer ni lui barrer la route. Les gardes de Caetano étaient impuissants à faire évacuer la place par la masse des travailleurs qui l'avaient investie. C'est alors qu'une colonne de soldats avec trois chars, quelques jeeps et des camions est arrivée. Elle est accueillie par des applaudissements. La colonne de soldats et la colonne de GNR se font face, hostiles, sur un carré de 50 m, entourées d'une masse de civils qui fraternisent avec les soldats. L'attente dure. Je me souviens avoir à un moment demandé à un soldat de quelle région il était originaire. Il m'a répondu sans me regarder, fixant, pistolet au poing, les GNR. Puis la colonne de GNR a capitulé sans tirer un seul coup de feu. Sur la place, devant le couvent gothique du Carmo, siège de l'état-major de la GNR, des civils et des militaires, formant avec deux doigts le « V » de la victoire, sont juchés sur les camions et les blindés ; il y en a également partout dans les arbres, sur les voitures. Tous les yeux sont fixés sur la façade du couvent qui porte les traces des fusillades. Un jeune homme perché sur une aspérité de la façade, dans une position impossible, crie son enthousiasme, mais voilà qu'il ne sait plus comment redescendre ! Un officier subalterne, devant la porte du couvent, mégaphone en main, scande : « *Vive les forces armées ! Vive notre indépendance !* »

### **Caetano, héritier de Salazar, bourreau du peuple portugais, est arrêté**

Au centre de la place, un camion de la GNR, presque démantelé, croule sous le poids des travailleurs et des petites gens du peuple qui composent la « foule ». Tous attendent, les soldats et la masse, la capitulation de Caetano. C'est alors que Spinola (3) arrive, en Volvo noire, sous les applaudissements. On apprendra par la suite que Spinola, qui avait déclaré ne pas avoir pris l'initiative du coup d'État, était entré en négociation avec Caetano, ce dernier lui proposant de lui « céder légalement » le pouvoir... La voiture de Spinola, avec difficulté, se fraie un passage. Elle entre à l'état-major de la GNR. La foule continue d'attendre. Les soldats et les jeunes boivent du vin provenant de la Corporation patronale (fasciste) du vin, dont les locaux sont situés en face du couvent.

La Corporation est saccagée, le mobilier et les archives jetés par les fenêtres, les carafes sont, elles, descendues avec précaution. Cependant personne ne s'enivra.

C'est alors que les blindés qui stationnaient autour de la place font mouvement, un blindé fermé est amené, en marche arrière, par des soldats devant un des portails du couvent.

Un homme pleure de joie : « Enfin ! Je ne peux y croire ! Non ! Je n'arrive pas à croire que cet assassin est arrêté ! » « Assassin ! Assassin ! » reprend la masse. La colonne de blindés et de camions où les soldats avaient repris leur place se mirent en mouvement, escortant le successeur de Salazar. Officiers, sous-officiers eurent bien des difficultés à faire descendre les civils des camions. Les travailleurs voulaient rester aux côtés des soldats avec qui ils fraternisaient. Les travailleurs auraient voulu constituer une sorte de cortège triomphal derrière le blindé où se terrait Caetano. Mais le bourreau du peuple portugais pourra, avec l'aide de la protection de Spinola, se réfugier au Brésil aux côtés du président fasciste Tomás !

### **La chasse aux Pides commence**

Je n'ai pas vu l'encercllement du siège de la PIDE, mais j'ai un épisode significatif à signaler concernant la chasse aux Pides qui s'est engagée aussitôt. Le 26 avril au matin, je suis réveillée tôt par des cris. Sur la place Trindade Coelho, où s'est déroulée la capitulation de la GNR, il y a une masse de gens considérable. Je descends pour voir ce qui se passe : il y avait là trois Pides arrêtés par des soldats, les mains en l'air devant un petit monument situé au centre. Les soldats se formaient en cordon pour empêcher qu'ils soient lynchés. La haine des masses, dirigée contre les bourreaux qui durant près d'un demi-siècle ont torturé, emprisonné, humilié et bafoué des millions de Portugais et de Portugaises, exigeait qu'on les fusille sur place. Une étudiante a crié : « *Vive l'héroïque camarade Ribeiro Santos !* » – c'était un étudiant assassiné par la PIDE le 12 octobre 1972 dans la faculté d'économie.

Les Pides pleuraient. Finalement un char blindé, semblable à celui qui a permis à Caetano de se soustraire à la justice, est arrivé. Les soldats, non sans mal, ont hissé les Pides dans le char. Une manifestation a accompagné le char qui s'est arrêté devant le siège du parti unique fasciste, occupé par les soldats.

Le siège de la censure était situé dans le bâtiment à côté de l'immeuble du parti fasciste. Les manifestants, par milliers, ont occupé le siège de la censure. Les archives, papier par papier, par dossiers entiers, ont été dispersées, jonchant la rue. On se disputait des souvenirs. J'ai réussi à garder une feuille d'un article destiné au journal *L'Expresso*. Cet article était

---

3. António de Spinola est membre de la Junte de Salut national qui prend le pouvoir par le coup d'État du 25 avril. Il est désigné président du régime provisoire par la Junte, le 26 avril 1974.

consacré à la condamnation à mort de Puig Antich en Espagne (4). La censure avait totalement mutilé l'information.

Signalons que le 26, le journal *Republica*, devenu l'organe du Parti socialiste, était sorti, la première page barrée en gros caractères : « *Ce journal n'a été visé par aucune commission de censure.* »

Pour conclure, je dirais : le 26, la préoccupation fondamentale de tous était de chasser la PIDE. La foule est restée à peu près quatre à cinq jours, nuit et jour, dans les lieux – très proches les uns des autres – où siègent les états-majors de la PIDE, du parti unique salazariste et de la GNR.

Pour moi, la libération des prisonniers politiques a été l'un des plus beaux moments de ma vie. Ce qui m'a le plus impressionné, c'est que, d'un jour à l'autre,

la liberté régnait en permanence dans la rue. Il était possible de discuter de tout et partout, de constituer des groupes.

Témoignage reproduit dans  
*Problèmes de la révolution portugaise*,  
Documents de l'OCI n° 3,  
Éditions SELIO, 1974, p. 5-8.

Les intertitres sont de la rédaction du Cermtri

---

4. Salvador Puig Antich, anarchiste catalan, militant du Mouvement ibérique de libération, avait été condamné à mort par un tribunal militaire du régime franquiste et venait d'être exécuté par le supplice du garrot le 2 mars 1974.



25 avril 1974, Lisbonne, place du Carmo.  
La foule et les soldats encerclent la caserne où Caetano et quelques ministres se sont réfugiés.